

Défections en cascade dans les rangs de l'opposition au Burundi

PANA, 06 mars 2017 Bujumbura, Burundi - L'ancien ambassadeur du Burundi en Belgique, Félix Ndayisenga, a allongé la liste des défections au sein du Conseil national pour la défense de l'accord d'août 2000, à Arusha, en Tanzanie et l'Etat de droit (Cnared), en rentrant d'exil, dimanche soir, après avoir claqué la porte, «pour des désaccords» avec cette principale plate-forme politique de l'opposition basée à l'étranger, affirme-t-il. [Photo : Félix Ndayisenga, de retour d'exil, à son arrivée dimanche 5 mars à l'aéroport de Bujumbura]

M. Ndayisenga a fait allégeance au Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (Cnadd-Fdd) en tant que parti d'origine, actuellement au pouvoir. La défection de ce diplomate de carrière intervient au lendemain de l'élection d'une nouvelle direction du Cnared, emmenée par Charles Nditije, un professeur d'université, actuellement réfugié en Belgique, en remplacement de Jean Minani, un vétéran plus connu de la politique burundaise, également en exil à l'étranger. Le nouveau chef de file de l'opposition radicale n'exclut «aucune option» pour faire tomber le régime burundais, «il s'obstine à refuser une solution négociée» à la crise, partie en avril 2015, de l'officialisation de la candidature du président Pierre Nkurunziza, à un troisième mandat à la tête du pays, jugé contraire à la Constitution et à l'Accord d'Arusha. Ce combat, pour le moment politique, dure depuis bientôt deux ans et ne semble pas avancer, surtout du fait des dissensions internes qui se font grandes chaque jour davantage. En janvier dernier, l'ancien président de la République et membre d'honneur du Cnared, Sylvestre Ntibantunganya avait été le premier à fausser compagnie à ses camarades de lutte politique pour rentrer au pays. Les autres défections enregistrées, ces derniers temps, sont celles de Mme Alice Nzomukunda, Mathias Basabose et de Joseph Ntidendereza, respectivement chargés de la trésorerie, des relations publiques et de la logistique au Cnared. Les trois personnalités avaient profité de leur participation au quatrième round des pourparlers inter-burundais de paix, du 16 au 19 février, à Arusha, en Tanzanie, pour faire défection et rentrer directement au bercail. Une trentaine d'opposants politiques résiste toujours à la tentation de rentrer d'exil par peur de représailles, malgré la main tendue du pouvoir burundais. Dans l'ensemble, le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) estime à près de 400.000 Burundais qui ont fui la crise vers les pays voisins, notamment le Rwanda, la Tanzanie, l'Ouganda et la République démocratique du Congo.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});